

La situation économique au Canada

Paul Paradis

Volume 7, Number 1, 1939

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1102914ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1102914ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Paradis, P. (1939). La situation économique au Canada. *Assurances*, 7(1), 1–4.
<https://doi.org/10.7202/1102914ar>

Assurances

Revue trimestrielle consacrée à l'étude théorique et pratique
de l'assurance au Canada

Enregistrée à Montréal comme matière de seconde classe.
Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Prix au Canada:
L'abonnement: \$1.00
Le numéro: 25 cents

Directeur: GÉRARD PARIZEAU

Administration:
Ch. 43
84, rue Notre-Dame ouest
Montréal

1

7e année

MONTRÉAL, AVRIL 1939

Numéro 1

La situation économique au Canada

par

PAUL PARADIS, L. S. C.

Bien qu'il démontre une certaine tendance à la baisse, depuis le début de l'année, le niveau général des affaires continue de se comparer favorablement à la période correspondante de 1938.

L'amélioration est surtout marquée aux Etats-Unis où l'indice des affaires publié par la revue « Business Week », est maintenant à 94.3, tandis qu'à pareille date l'an dernier, il était à 79 soit une augmentation de 19.4%. Au Canada, les affaires ont été un peu plus actives depuis quelques semaines et l'indice du Bureau Fédéral de la Statistique était à 108.1 le 1er avril, à rapprocher de 106 l'année dernière.

2

Il est indéniable que la crise européenne a un effet défavorable sur l'économie en détruisant la confiance et en obligeant les hommes d'affaires à adopter une politique de prudence et d'attente en face de la possibilité d'un conflit. De plus, si la tension actuelle ne s'atténue pas dans un avenir rapproché, nous ne serions pas surpris de voir les indices économiques accuser une baisse substantielle, au lieu de donner des signes de reprise durant le second trimestre, comme semblaient l'indiquer les tendances du début de l'année.

Il semble probable cependant que l'effet d'une déclaration de guerre serait plus immédiat et plus défavorable sur l'économie canadienne que sur celle des Etats-Unis. La mobilisation de l'activité industrielle dans notre pays serait à peu près immédiate, tandis qu'aux Etats-Unis, l'industrie recevrait d'importantes commandes de matériel de guerre dès le début des hostilités et serait en mesure de montrer des profits substantiels avant que le pays n'entre lui-même en guerre.

La situation financière du Canada s'est aggravée sensiblement durant l'année fiscale 1938-39 et le discours du budget révélera très probablement un déficit beaucoup plus élevé que celui de l'année précédente. Le déficit des chemins de fer de l'Etat atteindra \$54,000,000, soit \$12,000,000 de plus que l'année dernière, tandis que la fixation du prix du blé coûtera au gouvernement environ \$50,000,000.

Ce dernier, après avoir décidé de suivre une saine politique et d'abandonner la garantie du prix du blé il y a quelque temps, a encore une fois cédé à la pression politique pour assurer aux fermiers de l'Ouest un minimum de 60c le boisseau pour la récolte prochaine. Ces derniers, cependant, sont encore loin d'être satisfaits et demandent le rétablissement du prix de 1938. L'administration libérale pourra difficilement refuser de leur accorder au moins une partie de leurs réclamations vu que les élections sont imminentes et que le bien du parti semble toujours devoir primer celui du pays.

Un autre appel au vote sera fait dans l'est du pays au moyen de subsides aux fabriques de fromage et de la distribution d'un surplus de beurre qui pèse actuellement sur les cours de cette denrée.

Une telle conception politique ne peut améliorer notre position financière. Elle nous conduira vers un désastre à moins que nos dirigeants reconnaissent ouvertement notre situation précaire et s'emploient avec diligence et énergie à résoudre nos problèmes économiques et sociaux.

3

L'industrie et le commerce continueront probablement à suivre de près les événements et à demeurer hésitants aussi longtemps que la situation internationale ne s'éclairera pas. Deux facteurs apporteront cependant une note d'optimisme au tableau.

Je veux parler d'abord de l'importation du capital européen au Canada, lequel contribuera de façon appréciable au développement de nos industries et de nos ressources naturelles. Ce mouvement continuera sans doute aussi longtemps que la situation économique et politique de l'Europe ne se sera pas stabilisée. C'est à nous de profiter de la situation en attirant la plus grande partie possible de ce capital chez nous. En plus d'accroître notre richesse nationale, nous allégerons le fardeau du chômage et nous réduirons dans une certaine mesure la désintégration sociale qui en découle.

Le second facteur favorable sera le tourisme qui sera amorcé dès le milieu de mai par la visite royale, laquelle amènera sans doute au pays et vers les centres beaucoup de visiteurs. Malgré la concurrence des expositions de New-York et de San-Francisco, nous pouvons espérer que le mouvement touristique continuera avec une activité suffisante durant les mois d'été.

La liquidation pacifique de l'imbroglie européen ferait disparaître le principal obstacle à la reprise des affaires. Celle-ci

4 serait activée par un certain nombre de facteurs favorables qui pourraient alors exercer leur pleine influence sur la situation. Les principaux de ces facteurs sont les fortes dépenses de l'Etat pour les travaux publics et les armements, les perspectives satisfaisantes de la construction, le volume raisonnable des inventaires, la déflation des prix des matières premières, etc. Nous croyons que le redressement économique n'a été qu'interrompu par la récente crise, et que la tendance à la hausse reprendrait avec la confiance renaissante.

Les marchés financiers ont naturellement été fortement ébranlés par les événements de ces dernières semaines et la majorité des titres ont enregistré des baisses considérables. L'éclaircissement de l'horizon international amènerait sans doute un certain redressement des cours, mais ce dernier ne sera durable qu'autant que les affaires reprendront leur marche ascendante.

La complexité de la situation présente est telle qu'il est impossible de faire des prévisions sérieuses au sujet de l'avenir, même immédiat, des cours en Bourse. Ce n'est qu'en suivant de près les événements qu'on pourra en estimer les tendances.

19 avril 1939.

**Si « Assurances » vous intéresse,
ABONNEZ-VOUS !**

**G. JOSEPH ROUSSEAU
INSPECTEUR**

**Insurance Company of North America
Fireman's Fund Insurance Company**

**United States Fire Insurance Company
Maryland Casualty Company**